

L'Europe pour la paix: certitude et interrogations

Gérard BOSSUAT

Abstract: This paper has been written to stress on the complexity of the well-known statement: "The Peace by Europe". We have to deconstruct it because it is too optimistic. In opposite to a Europhile stream which celebrates each event linked to European unity as a new way to the Federal Union, historians have to analyse the effects of each common decision made by the member states involved in the Union, and to wonder which kinds of processes of decision are fitted to any specific situation. Do we need to use the community system in each situation? Peace is a complex political and social state which requires the work of several organisations, the European Union indeed and others like World organisations agencies, or intergovernmental and even non governmental organizations. Peace by Europe means also that the political elites have considered the satisfaction of a revolutionary concept, the "European general interest. The Nobel jury said it has been done by the European Union since 1950!

Keywords: Union européenne; intérêt général européenne, paix, système communautaire européen.

L'attribution récente du prix Nobel de la Paix (2012) à l'Union européenne a été justifiée ainsi par le Comité Nobel : « l'Union et ses ancêtres contribuent depuis plus de six décennies à l'avancement de la paix et à la réconciliation, la démocratie et les droits de l'homme en Europe ». Cette explication fait écho à la déclaration de Robert Schuman, ministre français des Affaires étrangères, le 9 mai 1950 : « Par la mise en commun de productions de base et l'institution d'une Haute Autorité nouvelle, dont les décisions lieront la France, l'Allemagne et les pays qui y adhéreront, cette proposition réalisera les premières assises concrètes d'une Fédération européenne indispensable à la préservation de la paix ».

L'unité européenne est donc étroitement associée au rétablissement de la paix en Europe de l'Ouest. Ce succès des années 50 justifiait que l'Union s'élargît rapidement à la partie orientale de l'Europe après la fin de l'Empire soviétique pour mettre un terme à la coupure en deux de l'Europe résultant de la guerre froide. L'unité européenne est liée aussi à une forme d'organisation des pouvoirs publics européens, la fédération, puisque la déclaration Schuman annonce bien une haute autorité supranationale. Du moins est-ce la feuille de route au départ.

L'attribution du prix Nobel de la Paix à l'Union a suscité des critiques qu'il ne convient pas de développer ici, faute de temps mais qu'il est indispensable de garder à l'esprit en regard du beau concept de la Paix par l'unité. En effet la réalité des relations intereuropéennes sur l'ensemble du XX^e siècle, y compris après la déclaration Schuman et la CECA est là pour rappeler l'omniprésence de la violence et de la guerre. C'est pourquoi les historiens voudront déstructurer l'équation

unité européenne = Paix, pour en analyser les termes et contribuer ainsi à asseoir ou à réduire sa pertinence au nom de la vérité historique, qui n'est pas la vérité politique, ni le fantasme de l'harmonie entre les peuples.

Bilan historiographique et épistémologique de l'histoire de l'unité européenne

L'historiographie de l'unité européenne¹, produite par la génération de l'après seconde guerre mondiale, a trouvé son autonomie relative par rapport à l'histoire des relations internationales et par rapport à la théorisation du présent et de l'histoire faites par les politologues. Les historiens de l'unité européenne n'ont plus seulement été des historiens de la conscience européenne, illustrés par Federico Chabod² ou Bernard Voyenne³, mais aussi des historiens-politistes de l'action européenne des États ou des historiens-sociologues capables de comprendre les sentiments des citoyens européens sur l'unité, ou encore des historiens- économistes de l'unité économique et monétaire européenne ou des historiens –institutionnalistes du droit communautaire et des institutions communes.

Ils se sont intéressés à l'identité communautaire européenne, née des pratiques de l'Union et non plus seulement au vieux fonds culturel, commun aux élites européennes, scandé par l'héritage de la Grèce classique et de la Rome classique et chrétienne. Ils ont pris conscience des transformations de toutes sortes que l'unité européenne provoquait dans les sociétés européennes. Leur analyse allait au-delà d'une vision partisane des instances communautaires. Mais ils ont fait apparaître que le monde des serviteurs de la cause commune, fonctionnaires européens, diplomates et parlementaires européens, créé à partir de cultures différentes étaient les prototypes d'une société européenne post-national. Cette génération d'historiens a fait la différence entre recherche historique et célébration de l'idée européenne par les militants de la cause fédéraliste. Ils ont dénoncé par leurs pratiques professionnelles et leurs écrits l'instrumentalisation de l'histoire souvent tordue pour démontrer que le fédéralisme était le destin naturel de la construction européenne ou que les constructions européennes tuaient l'identité nationale. L'enthousiasme des premiers jours de la construction européenne s'expliquait par son succès tellement inattendu qu'il en était presque miraculeux après les échecs si nombreux des décennies précédentes. L'Europe n'était plus seulement « le sédiment de ses conflits » (Simon Nora, 1966) ; elle mettait en œuvre, enfin, les principes les plus généreux de son génie philosophique, exprimés par Erasme ou Victor Hugo.

1 Bossuat Gérard, Bussière Eric, Frank Robert, Loth Wilfried, Varsori Antonio, *L'expérience européenne, 50 ans de construction de l'Europe, 1957-2007, des historiens en dialogue*, actes du colloque international de Rome, Bruylant, LGDJ; Nomos Verlag, 2010.

2 *Histoire de l'idée d'Europe*, republiée dans Yves Hersant et Fabienne Durand-Bogaert, *Europes, de l'antiquité au XXe siècle, anthologie critique et commentées*, Robert Laffont, 2000, pp. 209-212.

3 *Histoire de l'idée européenne*, Petite bibliothèque Payot, Payot, 1964, 249 pages.

Les failles ignorées de l'extraordinaire succès

Mais ce succès comporte des failles ignorées. Après deux guerres mondiales et la grande crise de 1929, après la faillite éthique et philosophique de l'Europe, la société européenne cherchait expressément ou confusément à comprendre comment on pouvait stopper les conflits intereuropéens. Plus concrètement, était-il possible de faire cesser le cycle infernal des affrontements germano-français tout en réussissant le développement économique et social?

La réponse la plus efficace fut la Déclaration Schuman du 9 mai 1950 qui mit un terme à l'affrontement germano-français. Mais les historiens, tout en rendant compte du processus d'unité, de l'action personnelle d'Adenauer, Monnet et Schuman, s'interrogeaient sur sa durée, sa généralisation, sur sa capacité à devenir un modèle dans les relations internationales et à générer de la croissance et de la richesse. Jusqu'où l'unité régionale était-elle compatible avec la mondialisation ? La question de la fixation des frontières de l'Union européenne était posée. Les débordements enthousiastes de certaines élites pour l'unité ont pu émousser le sens critique des européistes et provoquer en retour une critique féroce contre la naïveté des fédéralistes ; l'eurocepticisme avait de beaux jours ; il n'a fait que s'amplifier au rythme des approfondissements de l'unité et a véritablement commencé avec le rejet du projet de Communauté européenne de défense.

En effet, le bilan de l'unité, s'il est heureux, comporte des failles qui ont été tues par peur de détruire l'image de l'extraordinaire succès. D'abord, le processus d'unité a imposé progressivement l'idée que l'organisation économique devait être libérale, érigéant en loi suprême le déclin de la puissance publique nationale et européenne et l'économie de marché sans régulation dans les années 90. La domination de la droite libérale dans la gestion des institutions d'unité a donné le ton de la construction européenne⁴. L'Europe sociale n'a pas été convaincante pour les citoyens européens alors que Margaret Thatcher détruisait l'Etat-providence. Ensuite une autre faille consista à ignorer la partie orientale de l'Europe, certes pour des raisons évidentes de sécurité, mais néanmoins dommageables, car elle faisait partie de l'univers européen jusqu'en 1947-48 et on savait qu'elle serait amenée à partager, un jour, le projet d'unité. Il aura fallu, ironie de l'histoire, qu'un chef d'Etat soviétique, Mikhaïl Gorbatchev, rompe l'amnésie en rappelant la « maison commune européenne » ! L'insistance accordée à la relation euro-américaine révélait une autre fracture ; en raison de la guerre froide, les exigences de

4 Walter Hallstein était chrétien-démocrate, Jean Rey, un libéral, Franco-Maria Malfatti, un conservateur, Sicco Mansholt, socialiste, François-Xavier Ortoli, conservateur UDR, Roy Jenkins, travailliste, Gaston Thorn, libéral, Jacques Delors, socialiste, Jacques Santer, droite conservateur, Manuel Marin, PSE, Romano Prodi, gauche, José Manuel Barroso, conservateurs. Depuis 1958, la droite a tenu la présidence de la Commission pendant 33 ans, la gauche autour de 20 ans.

sécurité des pays occidentaux disposèrent les élites de la petite Europe à valoriser la relation avec les Etats-Unis, même quand ceux-ci, au temps de Nixon et de Kissinger, entendaient faire des Européens de l'ouest des supplétifs de L'Empire américain.

Les historiens de l'unité européenne ont minoré, involontairement, les autres choix possibles (ceux de de Gaulle ou de Mendès France et même ceux des Britanniques). Qui s'est demandé quel était l'intérêt de l'Europe ? N'était-il pas de penser une Europe plus autonome pour l'avenir post-communiste du monde, capable d'assumer la sécurité du continent européen ? N'était-ce pas de réfléchir à l'identité européenne et d'agir en conséquence.

L'autonomie européenne ou même l'indépendance européenne c'est « préserver ou reconquérir les bases d'une capacité propre de détermination, se reconnaître ou se créer un projet civilisateur commun et spécifique ; c'est surtout s'accorder avec elle-même pour se proposer aux autres comme un interlocuteur indépendant apportant aux tensions mondiales des solutions neuves. Sa difficulté à être tient à ce que chacune de ces exigences l'oblige à se définir par rapport aux USA et que cette définition ne peut être une simple opposition si elle se veut commune à tous les pays qui la composent »⁵. Un essai de définition de l'identité européenne, signée cette fois-ci par les Etats-membres à Copenhague en décembre 1973 a représenté aussi une étape dans la prise de conscience de la spécificité européenne. En même temps une autre Europe, unifiée par la force à l'Est, vivait une curieuse expérience d'unité. Cette expérience doit être évaluée en termes de paix et de guerre pour l'Europe ? Une quatrième faille réside dans la complexité de la pensée européenne à propos de la relation Nord-Sud. Les historiens ont travaillé sur les moyens de développer le Sud que l'Europe avait colonisé. La Communauté a organisé son association avec un groupe de pays en développement, les pays ACP. Elle se fondait sur l'intérêt des Etats membres et sur une doctrine souvent implicite, l'aide au Tiers-monde, mélange de bons sentiments et de mercantilisme intéressé⁶. Une dernière faille existe, celle qui consiste à dire que le processus de l'unité est seulement lié au sentiment fédéraliste au sein des opinions publiques et chez les acteurs politiques. Autrement dit, la persistance du sentiment national est-il réellement contraire à l'intérêt de l'Union européenne ? L'unité intergouvernementale est-elle impossible ? Ne peut-on réconcilier Nation, Etat-nation et construction de l'unité ? Il reste à écrire une histoire des idéologies qui animent les acteurs du processus d'unité. Il aura fallu un certain temps pour que l'Union se définisse par *l'unité dans la diversité*. Les historiens ont commencé à analyser le phénomène de l'euroscepticisme qui nous conduit à une autre question plus importante: quel sens

5 Nora Simon, *Le choix d'une politique étrangère. Europe atlantique, Europe européenne: un faux dilemme*, Club Jean Moulin, 1996. Voir FJME, AMKC 30/4/250, p. 10.

6 Bossuat Gérard (dir.) *La France, l'Europe et l'aide au développement, des traités de Rome à nos jours*, Paris Ministère des Finances, IGPDE, CHEFF, 2013.

faut-il donner à l'unité européenne ? Les historiens ont-ils la mission de donner du sens à la construction européenne ? Probablement pas mais ils ont la mission d'expliquer le temps long du processus d'unité, et d'être, sinon les conseillers des princes, au moins ceux qui donnent de la profondeur aux prises de décision des princes et qui éclairent les voies que la société emprunte.

Que signifie maintenant pour les chercheurs de la seconde décennie du XXI^e siècle cette assertion, « l'Europe et la paix » ? Quel contenu donner lui aujourd'hui ?

Des paix multiples

On peut résumer ainsi les réponses :

1. L'Europe c'est la paix en raison de la *reconstruction de la confiance franco-allemande* par le moyen de la déclaration du 9 mai 1950. Cette paix est intimement liée à un conflit entre deux protagonistes qui dans l'histoire a provoqué de graves dégâts à l'Europe et au monde.

2. L'Europe c'est la paix parce que *les organisations et institutions d'unité ou de coopération intereuropéenne* ont réussi à diminuer les tensions dans les relations intereuropéennes. Un point essentiel pour notre temps est l'analyse du système communautaire européen, original assure-t-on. L'histoire de ce système reste à faire. Il est à l'origine de beaucoup d'espoirs déçus et pose deux questions : est-il efficace ? Est-il démocratique ? Mais ce système est-il, à proprement parler, européen ? L'après-seconde guerre a vu se développer en effet des organisations mondiales de coopération qui maillent désormais les relations internationales.

3. La construction de l'unité européenne a un objectif de *développement économique et social fort et donc de paix sociale*. L'équation entre unité européenne, libéralisme et production de richesses était devenue axiomatique, au moins au XX^e siècle. Cette relation a fonctionné au temps de la grande croissance économique. Mais était-il besoin d'unité européenne pour bénéficier des trente glorieuses ? La Grande-Bretagne ou les pays scandinaves l'ont connue sans être membres des Six. L'articulation entre unité européenne et développement économique est douceuse dans les théories de la mondialisation. Dans cette perspective l'unité européenne serait même un obstacle à la pacification des relations économiques internationales puisque l'unité européenne contribue à isoler le marché commun du reste du monde. Le débat sur les solutions à la crise économique et bancaire de 2008 semble n'aboutir qu'à deux solutions : l'austérité ou un ministre fédéral des Finances. Tensions et troubles se manifestent dans les opinions publiques, à l'opposé du projet de pacification du marché du travail, ou d'éradication du chômage. Quelles politiques font l'unité du plus grand nombre d'Européens qui redonneraient à l'Union sa faculté de produire de la richesse ? La paix européenne passe par l'invention d'un nouveau modèle économique capable de donner de la richesse

et du travail aux Européens ; il est clair que ce modèle ne peut restaurer l'ancien, gaspilleur d'énergie et de ressources naturelles.

4. L'Union européenne a une dimension internationale qui en fait un acteur des relations internationales mais suscite des interrogations. Le régionalisme européen est-il nécessaire ? Les organisations européennes de coopération et d'unité ont-elles un projet pour les relations internationales ? L'intervention de l'Union a été cantonnée à des missions dites de Petersberg, plus humanitaires que militaires, des missions de gestion de crise. L'Union s'est engagée aussi dans la lutte contre le terrorisme international après les attaques contre le World Trade Center de New-York, le 11 septembre 2001. De plus, autre volet de son action internationale, l'Union a des pratiques de co-développement et des politiques de stabilisation économique et politique. Mais de bons esprits affirment que le commerce doit remplacer l'aide. Le succès de l'Union européenne est manifeste dans les relations monétaires internationales depuis la création du système monétaire européen en 1979 et de la monnaie unique, en 1992. Les politiques de normalisation commerciale européennes sont à la fois facteurs de tension et de régulation. La normalisation européenne pacifie-t-elle les relations commerciales internationales ? On doit en discuter et la mettre en relation avec d'une part la recherche de modes de production et d'échange originaux et, d'autre part, avec les risques d'affrontement avec des espaces économiques rebelles tels que les États-Unis et la Chine. Les interventions de l'Union européenne et de ses États dans les questions de protection environnementale et de la lutte contre le réchauffement climatique, ou du passage d'une économie prédatrice à une économie adaptée aux ressources réelles de la Terre peuvent contribuer à la paix entre les nations. Enfin l'Union européenne et le Conseil de l'Europe ont imposé l'exigence du respect des droits de l'Homme qui est un acte de paix interne et internationale.

L'Europe et l'intérêt général européen

Les historiens doivent prendre part à l'évaluation de l'équation, « l'Europe c'est la paix » et ne pas laisser des parties intéressées, respectables au demeurant, se l'approprier seules à des fins de célébrations ou d'indignation. Déconstruire l'équation ne signifie pas en refuser les termes a priori, mais conduit à faire apparaître sa complexité, ses succès et ses limites, conformément aux méthodes des sciences humaines.

Qu'est-ce que la paix par l'Europe ? L'absence de guerre sans doute bien qu'elle ne soit pas totalement absente des pratiques de l'Union sous le terme de « gestion de crise ». Mais il faut redire que depuis 1945, il n'y a plus eu de conflits intereuropéens. L'unité européenne facilite tous les jours le dialogue entre les Etats membres grâce aux institutions communautaires et aux traités constitutifs et permet de trouver des compromis difficiles sur certains sujets au risque de laisser des

situations se dégrader gravement. L'unité européenne est un élément qui assure la paix en Europe, à côté des agences de l'ONU, de l'OMC des réunions régulières des grands Etats du monde, G8 et G20, de l'OTAN, du Conseil de l'Europe, de l'OSCE et de diverses enceintes intergouvernementales. L'Union européenne n'a donc pas le monopole de la paix en Europe.

La paix par l'Union suppose que l'organisation européenne se donne une philosophie de l'action qui tranche avec les pratiques politiques séculaires des États-nations, souverains protecteurs de leur intérêt national. La seule possible est de satisfaire l'intérêt général européen. Evidemment il faut travailler à définir ce terme, mais c'est en référence à cette utopie-réalité que les Nobel ont décerné le prix de la Paix à l'Union européenne.

Bibliographie

- Hersant Yves et Durand-Bogaert Fabienne, *Europes, de l'antiquité au XXe siècle, anthologie critique et commentées*, Robert Laffont, 2000.
- Bossuat Gérard, Bussière Eric, Frank Robert, Loth Wilfried, Varsori Antonio, *L'expérience européenne, 50 ans de construction de l'Europe, 1957-2007, des historiens en dialogue*, actes du colloque international de Rome, Bruylant, LGDJ; Nomos Verlag, 2010.
- Bossuat Gérard, *Histoire de l'Union européenne, fondations, élargissements, avenir*, Paris, Belin, 2009.